

La meilleure façon de faire vivre un cheval

OLIVIER LINOT ET DANIEL SIMON (PRÉFACE DE MARIE-HÉLÈNE POITRAS), *Le cheval au service de la ville*, Montréal, Écosociété, collection Résilience, 2014, 100 pages

Louis Lacroix

Volume 9, numéro 2, printemps 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73660ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lacroix, L. (2015). Compte rendu de [La meilleure façon de faire vivre un cheval / OLIVIER LINOT ET DANIEL SIMON (PRÉFACE DE MARIE-HÉLÈNE POITRAS), *Le cheval au service de la ville*, Montréal, Écosociété, collection Résilience, 2014, 100 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 9(2), 6-8.



LA MEILLEURE FAÇON DE FAIRE VIVRE UN CHEVAL

Louis Lacroix

Candidat à la maîtrise en études québécoises, UQTR

OLIVIER LINOT ET DANIEL SIMON
(PRÉFACE DE MARIE-HÉLÈNE
POITRAS)

**LE CHEVAL AU SERVICE DE LA
VILLE**

Montréal, Écosociété, collection
Résilience, 2014, 100 pages

La collection Résilience, des éditions Écosociété, donne à lire une entrevue qui inspirera celles et ceux qui s'intéressent à la vie urbaine, au développement durable ou sont amoureux de la gent chevaline. Dans *Le cheval au service de la ville*, Daniel Simon, de la revue *Sabot*, consacrée à la promotion des usages modernes du cheval, rencontre Olivier Linot, directeur général des services à Trouville-sur-Mer. En 2000, cette commune a choisi de se procurer un cheval pour assurer le ramassage de matières recyclables.

En ces temps d'austérité et de réductions budgétaires, cette lecture devrait être recommandée à nos édiles. En effet, on y démontre que la bonne gestion n'est pas qu'affaire de coupes. Elle peut aussi donner lieu à l'innovation plutôt qu'à de bêtes restrictions. Linot explique que c'est d'abord simplement parce qu'elle était moins coûteuse que l'acquisition d'un cheval a été préférée à celle d'un véhicule motorisé. Or, à la grande surprise des services publics, les avantages du cheval se sont vite avérés dépasser largement les seules considérations pécuniaires. Le premier concerne la motivation des employés municipaux. En effet, avoir pour collègue de travail un cheval est plein d'attraits. Aussi, il semble que les désagréments du tri des déchets deviennent secondaires pour les citoyens lorsque le fruit de ce labeur est ramassé par un sympathique cheval. Les chevaux ont aussi un effet positif sur l'image de marque des villes qui les emploient; à ce sujet, Olivier Linot fait remarquer avec à-propos que toutes les villes ont pour vocation d'accueillir des visiteurs. De plus, les équipements motorisés sont moins polyvalents que les chevaux, auxquels il suffit souvent d'adjoindre des accessoires simples pour qu'ils puissent accomplir d'autres tâches. Mais le grand avantage du cheval est de remédier à la minéralisation des espaces urbains parce qu'il constitue un élément vivant, si déficient dans nos villes modernes. Le principal effet de cette revitalisation urbaine est qu'elle civilise le comportement des automobilistes.

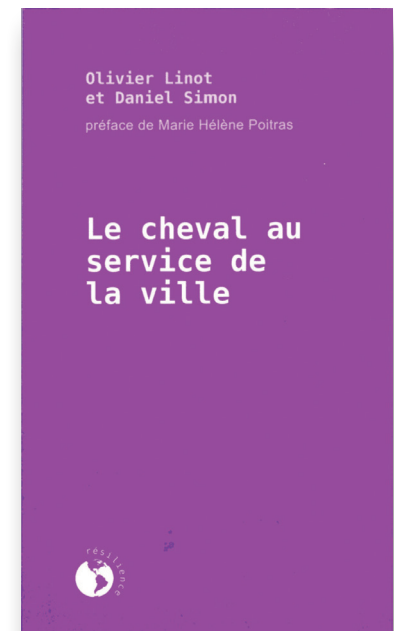
Simon et Linot insistent sur l'aspect moderne de l'utilisation du cheval. À plu-

sieurs reprises, ils soulignent l'importance de ne pas se laisser mener par la nostalgie dans l'implantation d'un service hippomobile. Cette modernité s'illustre de diverses manières. L'enthousiasme suscité par le cheval urbain en France en est un, alors que plus de 400 municipalités y ont recours. Mais surtout, le service hippomobile répond à des défis modernes, qu'ils soient écologiques ou de gestion publique. Autre preuve de modernité, les grands groupes de prestation de service, comme Véolia et Sita-Suez, s'intéressent au cheval et se lancent dans l'aventure.

En ces temps d'austérité et de réductions budgétaires, cette lecture devrait être recommandée à nos édiles. En effet, on y démontre que la bonne gestion n'est pas qu'affaire de coupes. Elle peut aussi donner lieu à l'innovation plutôt qu'à de bêtes restrictions.

L'insistance d'Olivier Linot pour la formation des humains autant que celle des animaux relève aussi de cette vision moderne du cheval. L'approche adoptée pour promouvoir et encadrer l'utilisation des chevaux dans les services publics tend à dépoussiérer son image. Trouville joue ici un rôle prédominant. La municipalité a voulu partager son expérience, en organisant un colloque multidisciplinaire: les pratiques des autres communes y ont été relatées et des chercheurs en sciences humaines, comme l'urbanisme ou l'anthropologie, ou des étudiants en design industriel, ont discuté du travail du cheval au sein d'un service public. De ces rencontres est née la Commission des chevaux territoriaux. Il s'agit d'une structure d'encadrement et de soutien aux localités. Le succès des chevaux territoriaux a aussi suscité la création de la Société française des équidés de travail, qui regroupe les éleveurs des races de chevaux lourds. Mais cette discussion permet de constater que les activités équestres sont largement soutenues par l'État français. Ne serait-ce que par la présence de haras nationaux dans plusieurs régions. Il s'agit d'un contraste avec le Québec qui ne dispose que d'un minimum d'infrastructures en appui à la ruralité, et a désormais l'intention de les mettre au rancart.

La question du bien-être animal est traitée tout au long du livre. Dans un des chapitres, Daniel Simon demande à Olivier



Linot de se mettre dans la peau d'un cheval territorial. Ainsi, on découvre que ces chevaux travaillent dans des conditions pratiquement idéales. Ils ont la possibilité de socialiser et l'occasion de s'activer tout en respectant leurs limites. De plus, les équipements qu'on leur demande de tirer sont de plus en plus légers. Sans compter qu'on leur réserve une retraite au pré plutôt qu'à l'abattoir. Éviter l'abattoir est bien un enjeu pour les chevaux lourds ayant perdu beaucoup de leur utilité dans l'agriculture moderne.

La lecture de *Le Cheval au service de la ville* est passionnante pour toute personne qui s'intéresse à des solutions novatrices et originales aux problèmes de nos villes polluées. Ce livre donnera aux fervents du cheval de nouveaux motifs d'admirer leur animal fétiche. Les thèmes couverts sont très variés, ils vont de la gouvernance municipale à la gestion des ressources humaines en passant par la gestion des matières recyclables et la réduction du trafic automobile. Il présente aussi des chevaux qui, en plus d'être bien traités, s'épanouissent et changent la ville qui les accueille.

Je ne veux donc rien enlever aux qualités de ce livre. Par contre, était-il suffisant pour répondre au mandat qu'Écosociété a attribué à sa collection Résilience: «Préparer l'avenir collectif» et «nous inviter à agir»? Un exemple concret est une bonne invitation à l'action, sans conteste. Mais un exemple venu d'outre-Atlantique peut rendre les plus enthousiastes fort sceptiques sur les chances de réussir. C'est pourquoi je considère que la préface est une occasion manquée. Entre autres parce qu'elle laisse croire qu'au Québec de telles initiatives n'ont jamais été envisagées. Pourtant, il n'est pas anodin qu'un parti politique de la métropole québécoise ait inclus dans son programme une proposition pour utiliser les chevaux dans les travaux publics. Qu'un des organismes de premier plan du monde hippique, Québec à cheval, en fasse la promotion. Ou qu'une entreprise, déjà, compte



suite de la page 7

architecturale de cette période sur les bâtiments d'aujourd'hui. Par ailleurs, la volonté de rompre avec des descriptions miséreuses des vieux quartiers en insistant sur la mobilité résidentielle et la diversité des conditions sociales est un point de vue essentiel. Toutefois, il faut éviter que cette diversité ne voile des conditions globales difficiles, occultant certains phénomènes sociaux de dépendance telle que la concentration de la propriété immobilière. Comme démontré dans l'ouvrage, les familles bénéficient de certaines libertés et stratégies, auxquelles on pourrait ajouter l'hypothèque, lorsqu'ils possèdent et aménagent leur espace dans les premiers temps de l'urbanisation. Cependant, on passe à une simple liberté de mouvement lorsque l'accès à la propriété s'amenuise. Ce livre est un outil précieux pour la compréhension du développement urbain et des conditions de vie ouvrière ainsi que pour la reconnaissance du patrimoine architectural industriel et résidentiel. Il constitue également un appel aux études de quartiers, puisque la recherche historique fait office ici de point de départ valable pour stimuler l'appartenance au quartier et la conscience communautaire. ♦



suite de la page 6

faire de cette activité son fonds de commerce, comme le montre le texte de Mathias Marchal paru dans le journal *Métro* le 21 mars 2013. Cette évocation de la réalité québécoise aurait aussi permis de servir l'histoire de Trouville-sur-Mer en réponse à l'opposition frileuse des associations animalistes, qui disent vouloir le bien-être des bêtes. En effet, c'est bien la principale force de ce livre : démontrer que, comme le disait Félix pour les hommes, la meilleure façon de faire mourir les chevaux est peut-être de les empêcher de travailler. ♦



GUY DURAND
BROUILLON DE CULTURE QUÉBÉCOISE.
POUR UNE DÉMOCRATIE AUTHENTIQUE

Montréal, Fides, 2014, 163 pages

Ce petit ouvrage réunit les réflexions de Guy Durand sur divers enjeux publics, notamment : les valeurs québécoises, la laïcité, le cours d'Éthique et culture religieuse, les écoles privées, les institutions démocratiques, la désobéissance civile, l'euthanasie, l'avortement et les paradis fiscaux.

Comment l'auteur parvient-il, en 163 petites pages, à traiter de tous ces sujets sans faire dans le commentaire superficiel ? Disons-le d'emblée : il n'y parvient pas tout à fait. Pour arriver à ratisser aussi large tout en maintenant une démarche rigoureuse, l'auteur aurait pu se contenter de clarifier des notions de base et d'éclairer certains débats de société. De son propre aveu, c'est avant tout ce que cherche à accomplir le livre (p. 9). Il consacre ainsi plusieurs pages (notamment tout le premier chapitre) à distinguer l'éthique du droit, la culture de la foi, la démocratie directe de la démocratie représentative, le régime parlementaire du régime présidentiel, le mode de scrutin majoritaire du mode de scrutin proportionnel et l'évasion fiscale des paradis fiscaux. Que penser de ces clarifications ? Dans un ouvrage de vulgarisation destiné à un lecteur peu politisé, elles auraient été judicieuses, voire nécessaires. Mais il nous est impossible de ne pas percevoir ces « clarifications » comme d'agaçantes digressions, comme de longues parenthèses entre lesquelles se dégage le véritable propos, celui-ci destiné à un lecteur critique qu'il s'agit de convaincre plutôt que d'éduquer.

En effet, au-delà du didactique « brouillon de culture » citoyenne, le professeur émérite de l'Université de Montréal nous livre ici un essai sur les contours d'une « démocratie québécoise authentique ». Sans l'affirmer explicitement, on comprend que pour être « authentique », la démocratie québécoise ne peut se contenter d'être fidèle aux principes universels de la démocratie ; elle doit aussi être fidèle à sa propre identité, façonnée par un héritage chrétien séculaire.

Ainsi, dans la première partie de l'ouvrage, Guy Durand élabore un modèle proprement québécois de laïcité, qui se caractérise notamment par la volonté de conserver le patrimoine culturel chrétien. Il précise que doivent être conservés le calendrier chrétien, les signes et symboles chrétiens inscrits dans l'architecture des édifices publics, les noms religieux (par exemple de nos lacs et de nos rues), les décorations, célébrations et symboles liés aux fêtes chrétiennes, ainsi que les statues et crucifix dans les salles de conseils municipaux. Aussi, les privilèges fiscaux dont bénéficient les églises et autres institutions religieuses en guise de reconnaissance de leur contribution à la société devraient être maintenues car tout aussi justifiables que ceux dont bénéficient les ONG ou les maisons d'édition. Enfin, dans la mesure où les écoles privées confessionnelles respectent les programmes scolaires, elles devraient continuer à être subventionnées. Il propose même de nous inspirer de

la France, où les écoles privées confessionnelles sont financées à 90 % par l'État, la formation religieuse étant évaluée à environ 10 % des coûts.

Dans la deuxième partie du livre, Guy Durand réfléchit à des réformes pour renforcer le caractère démocratique des institutions québécoises et canadiennes. Son programme est chargé. Il nous invite à limiter les pouvoirs de nomination du premier ministre, à condamner les projets de loi mammoth et les recours abusifs au bâillon, à encadrer l'activisme judiciaire, à adopter un mode de scrutin proportionnel, à se doter d'élections à date fixe, à rehausser le statut des députés d'arrière-ban en allégeant la ligne de parti et en favorisant le vote libre, à légitimer la clause dérogatoire, à favoriser des mesures incrémentales et la recherche constante du consensus dans le respect de la paix sociale, et à reconnaître la pertinence de la désobéissance civile.

Enfin, dans la troisième et plus petite partie de l'opuscule (40 pages), l'auteur explore cinq exemples d'enjeux publics (l'euthanasie, l'avortement, l'école privée, le cours Éthique et culture religieuse et les paradis fiscaux) dans la perspective démocrate-chrétienne modérée qui est la sienne.

Sur tous ces sujets, les positions de l'auteur apparaissent, sinon justes, du moins raisonnables. Mais en tant « qu'essai », le résultat est plutôt malheureux, ces positions n'étant que très superficiellement argumentées. Pourquoi notre héritage chrétien mérite-t-il en particulier d'être préservé ? Quelles importantes fonctions sociales (justifiant leurs privilèges fiscaux) les églises remplissent-elles exactement aujourd'hui ? Pourquoi les régimes parlementaires semblent-ils incapables de respecter la tenue d'élections à date fixe ou de valoriser les députés d'arrière-ban ? En pratique, pourquoi les parents envoient-ils leurs enfants à l'école privée ? Bien que centrales à son propos, ces questions sont essentiellement laissées sans réponse. Guy Durand a certes déjà beaucoup écrit sur la plupart des sujets abordés expéditivement dans l'ouvrage, mais on ne peut supposer que le lecteur, intrigué, ira naturellement consulter ses autres écrits pour comprendre comment il en arrive à ses conclusions et comment il répond aux principales ripostes qu'on pourrait leur opposer.

En somme, la « bête » est difficile à saisir. Bien que ses patientes « clarifications » seront jugées utiles par certains et que la perspective démocrate-chrétienne (une expression jamais utilisée par l'auteur) qui s'en dégage soit loin d'être dépourvue d'intérêt, l'ouvrage n'en demeure pas moins insatisfaisant sur les plans de la vulgarisation et de l'argumentation. Espérons seulement que cet éclectique *Brouillon de culture québécoise* donne envie au lecteur, quel qu'il soit, de poursuivre plus loin son exploration de la pensée durandienne et des enjeux publics abordés.

Gabriel Arsenault

Doctorant en science politique, Université de Toronto